



**SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021
DECISION N° 2021-009- DB**

Date d'affichage : 18 février 2021	Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le deux février deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	
En exercice : 52	
Quorum : 27	
Présents: 40	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 7	Présents : (40)
dont pouvoir(s) : 1	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHEAUD, Christian RUULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 5	
Nombre de votants : 39	
Secrétaire de séance :	
M. Guy BERTIN.	Excusé(s) : (7) Marc BONNIN, Sophie METAYER, Eric MOUSSERION, Isabelle GRAND-HOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1) Benoît LEDOUX à Jackie GOULET Absent(s) : (5) Michel PATTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY

PROGRAMME DE CONSTRUCTION D'ATELIERS ET USINES RELAIS 2021-2022 POUR LE COMPTE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE - CONVENTION DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE À ALTER PUBLIC

1) OBJECTIFS

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est actionnaire de la Société Publique Locale ALTER Public qui a été créée le 27 septembre 2010. En application de l'article L.327-1 du Code de l'urbanisme, cette société exerce son activité exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, dans le cadre de sa compétence « Développement Économique » envisage la construction d'une usine relais et de 3 ateliers relais, sur son territoire, sur les années 2021 et 2022.

Ces bâtiments relais seront répartis comme suit :

- une usine relais de 800 m² située dans la ZA de La Ronde à Allonnes
- un atelier relais de 300 m² situé à Tuffalun, sur la Commune déléguée d'Ambillou Château
- un atelier relais de 300 m² situé sur la Commune de Gennes Val de Loire
- un atelier relais de 200 m² situé sur le territoire de la Collectivité.

Le programme de construction de ces quatre bâtiments relais est défini et arrêté pour un coût prévisionnel total de 1 645 392 € HT, valeur à octobre 2019, rémunération du mandataire comprise.

Conformément aux dispositions de l'article L 2422-6 du code de la commande publique, la Collectivité a décidé de déléguer au mandataire le soin de faire réaliser cet ouvrage en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions du présent contrat.

La Collectivité, Maître d'Ouvrage, désigne Monsieur le Président comme étant la personne compétente pour la représenter pour l'exécution de la présente convention, sous réserve du respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales, du code de la commande publique, notamment pour donner son accord sur les avant-projets, pour approuver le choix des cocontractants, pour autoriser la signature des marchés, pour donner son accord sur la réception ; la Collectivité pourra à tout moment notifier au mandataire une modification de cette personne.

Compte-tenu du statut de Société publique locale d'ALTER Public, le présent contrat est conclu dans le cadre de prestations intégrées de quasi-régie ne nécessitant pas la mise en œuvre d'une procédure de publicité et de mise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article L.2511-1 du Code de la commande publique

2) MANDAT

Le mode contractuel d'un mandat confié à ALTER Public, permet de transférer à cette dernière toutes les tâches d'exécution.

ALTER Public, Mandataire, agit au nom et pour le compte de la La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Mandant ; elle est tenue à une parfaite transparence dans la réalisation de sa mission. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire garde la maîtrise des choix et des décisions essentiels :ancements des appels d'offres, modification du programme, arrêt des budgets correspondants, attribution des marchés aux bureaux d'études et entreprises, décision de réceptionner les ouvrages.

Les principales missions confiées à ALTER Public seront les suivantes :

- mission de mise en œuvre des conditions techniques et administratives et mise au point des dossiers d'autorisation,

A partir du programme et de l'enveloppe financière défini par la collectivité, le rôle d'ALTER Public consiste à entreprendre ou faire entreprendre toutes études ou analyses diverses permettant de définir les conditions techniques et administratives de réalisation des ouvrages et obtenir pour le compte de la Communauté d'Agglomération les autorisations nécessaires et préalables à la réalisation des ouvrages et reçoit de l'Agglomération les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de cette mission.

- préparation, signature et suivi des contrats d'assurance, de coordination sécurité-chantier et de contrôle technique,

- préparation du choix des partenaires techniques par la collectivité, signature et gestion des contrats correspondants,

- approbations des avant-projets et projet du maître d'œuvre,

- préparation du choix des entreprises de travaux par la collectivité, passation, signature et gestion desdits contrats,

Accusé de réception en préfecture
049-200071076-12310213-2020-09-20-REF
Date de télétransmission : 17/02/2021
Date de réception préfecture : 17/02/2021

➤ versement de la rémunération des partenaires techniques et du prix des travaux et plus généralement de toutes sommes dues à des tiers,

➤ suivi du chantier sur les plans technique, financier et administratif,

➤ réception de l'ouvrage après accord de la collectivité,

➤ ainsi que l'accomplissement de tous les actes afférents à ces attributions.

En contrepartie de l'ensemble des missions qui lui sont confiées, la rémunération d'ALTER Public est fixée à 5 % HT du montant HT de l'enveloppe financière globale prévisionnelle.

La mission d'ALTER Public s'achèvera à la fin du délai de parfait achèvement de l'ouvrage et à la remise de l'arrêté des comptes définitifs.

Le coût global de la construction des quatre bâtiments relais est estimé à 1 645 392 € HT, dont 78 352 € HT pour la rémunération d'ALTER Public.

Il est donc posé :

- de confier, par voie de mandat à ALTER Public, l'opération de construction de quatre bâtiments relais (une usine relais et trois ateliers relais) répartis sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. ALTER Public interviendra pour ce faire, en appui et au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,

- d'approuver les termes du contrat de mandat et en particulier le montant de la rémunération fixé à 5 % HT du coût HT prévisionnel de l'ouvrage estimé à 1 645 392 € HT,

- d'autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ou son représentant, à signer le contrat de mandat,

- d'autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ou son représentant, à signer ou faire signer tout contrat nécessaire à l'avancement de l'opération et notamment les marchés de Maîtrise d'œuvre et de travaux,

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président et au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n° 2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maître d'Ouvrage, envisage de construire quatre bâtiments relais sur son territoire sur les années 2021 et 2022 ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé de déléguer à la Société Publique Locale « ALTER Public » le soin de faire réaliser cet ouvrage en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions du présent contrat ;

Considérant que le mode contractuel d'un mandat confié à ALTER Public, permet de transférer à cette dernière toutes les tâches d'exécution ;

Considérant qu'en contrepartie de l'ensemble des missions qui lui sont confiées, la rémunération d'ALTER Public est fixée à 5 % HT du montant HT du coût global prévisionnel de l'ouvrage.

Considérant que le coût de la construction des quatre bâtiments relais sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est estimé à 1 645 392 € HT, dont 78 352 € HT pour la rémunération d'ALTER Public.

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

- **DE DÉCIDER** de confier, par voie de mandat à ALTER Public, l'opération de construction d'une usine relais et de trois ateliers relais sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, sur les années 2021-2022,

- **D'APPROUVER** les termes du contrat de mandat et en particulier le montant de la rémunération fixé à 5 % HT du coût global prévisionnel HT du projet estimé à 1 645 392 € HT,

- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ou son représentant, à signer le contrat de mandat,

- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ou son représentant, à signer ou faire signer tout contrat nécessaire à l'avancement de l'opération et notamment les marchés de Maîtrise d'œuvre et de travaux.

Ne peuvent pas prendre part au vote Monsieur Jackie GOULET et Madame Sylvie PRISSET.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 39 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	1 – Commande publique	1.3.1 - Délibération
-------------------	-----------------------	----------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »